

Brochure n° 3156

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2149. – ACTIVITÉS DU DÉCHET**

**AVENANT N° 35 DU 25 FÉVRIER 2011**  
**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2011**

NOR : ASET1150606M  
IDCC : 2149

**PRÉAMBULE**

A l'occasion des négociations sur les salaires minima conventionnels de l'année 2011, les partenaires sociaux ont décidé de revaloriser la valeur du point de la convention collective et l'indemnité de salissure dans les conditions indiquées ci-dessous. Ils ont également décidé de mettre en place un groupe de travail paritaire, au cours de l'année 2011, visant à examiner les articles de la convention collective nationale des activités du déchet qui nécessiteraient une adaptation ou une mise à jour.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Valeur du point*

L'article 3.6 du titre III de la convention collective nationale des activités du déchet est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 3.6

*Valeur du point*

La valeur du point est fixée à 13,99 € à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011. »

**Article 2**

*Indemnité de salissure*

L'article 3.8 du titre III de la convention collective nationale des activités du déchet est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 3.8

*Indemnité de salissure*

Une indemnité mensuelle de salissure de 33,96 € est allouée aux personnels des niveaux I à IV qui effectuent un travail à caractère salissant en raison du contact direct avec les déchets. Elle indemnise les salariés de leurs frais supplémentaires d'entretien. »

**Article 3**

*Egalité salariale entre les hommes et les femmes*

Les parties réaffirment leur attachement au principe d'égalité salariale entre les hommes et les femmes et conviennent de poursuivre les négociations de branche en cours sur ce thème.

**Article 4**

*Entrée en vigueur de l'accord*

Les dispositions du présent accord prendront effet à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011.

**Article 5**

*Dépôt et publicité*

Le présent accord sera, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les articles L. 2231-7 et D. 2231-2 du code du travail. Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 25 février 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

SNAD.

**Syndicats de salariés :**

FNST CGT ;

FGTE CFDT ;

FNT CGT-FO ;

CFTC ;

SNATT CFE-CGC ;

FNCR.